

Vie scientifique

« Population, comportements et développement durable »

Compte rendu de colloque (Paris, 4-5 juin 2009)

Francis Gendreau

Démographe, consultant, 110 avenue Philippe Auguste, 75011 Paris

Ce colloque a clôturé les séances de la Chaire « Développement durable, environnement, énergie et société » du Collège de France pour l'année 2009.

Cette chaire thématique, créée fin 2008 pour cinq ans, a pour but d'ouvrir l'enseignement du Collège aux grands enjeux du développement durable : changement climatique et conséquences sur la santé et l'économie ; impacts des activités humaines sur les cycles de l'eau, du carbone, de l'azote ; alimentation et nutrition ; biodiversité ; futur énergétique.

La première année, consacrée à la dynamique des populations humaines, était confiée à Henri Leridon, membre correspondant de l'Académie des Sciences, directeur émérite de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED).

En mars 2009, sa leçon inaugurale a eu pour thème « De la croissance zéro au développement durable »¹. Puis, huit séances de cours et quatre conférences ont traité de divers aspects du sujet : la transition démographique, les projections démographiques, les interactions entre démographie et économie, etc.

Ce colloque de conclusion devait examiner en quoi la croissance démographique est (ou non) un obstacle au développement durable et quelles sont les dimensions du développement durable dans lesquelles elle joue un rôle significatif. Dans son introduction, H. Leridon a suggéré quelques orientations transversales pour que la manifestation puisse répondre à ces questions : les comportements dans un contexte d'incertitude, l'évolution des contraintes et les choix à opérer (choix économiques ou énergétiques, par exemple).

Auteur correspondant : gendreau.francis@free.fr

¹ Cf. Leridon, H., 2009. *De la croissance zéro au développement durable*, Coll. Leçons inaugurales du Collège de France, Paris, Collège de France/Fayard.

Le programme comportait 6 séances thématiques (chacune avec 1 ou 2 communications, soit un total de 11 interventions) relatives à la démographie, au climat, à l'alimentation, à l'économie, à l'énergie et à l'eau. Ces séances ont été suivies d'une table ronde « Développement durable et société », puis d'une conférence de clôture « *Sustainability, population and human will* » par Amartya Sen, prix Nobel d'économie (Université Harvard, Boston).

Les vidéos des présentations sont disponibles sur le site Internet du Collège de France (www.college-de-france.fr/default/EN/all/cha_eur_en2008)².

Le colloque s'est placé délibérément dans une optique de long terme avec la première présentation, celle de Joël Cohen (Laboratory of populations, Université Rockefeller, New York) sur les perspectives de population à l'horizon 2050. Il a rappelé l'évolution passée de l'humanité, et notamment son maximum de croissance atteint vers 1965 avec un taux d'accroissement de l'ordre de 2 % (taux qui est aujourd'hui de 1,2 %), avant d'esquisser le contexte dans lequel il faut apprécier ces chiffres. Pour cela, il a mis en relation la population avec l'économie, l'environnement et la culture selon le tétraèdre reproduit ci-après (Fig.).

Il a insisté sur les inégalités de répartition des richesses – 2 % de la population mondiale vit avec 51 % de la richesse mondiale –, sur les conséquences environnementales de la croissance démographique, qui sont d'autant plus importantes que le niveau de vie s'élève, et sur le niveau

² Un compte rendu synthétique de ce colloque, complémentaire de celui-ci, a été rédigé par Bénédicte Gastineau (démographe, Institut de recherche pour le développement, Marseille) pour le *Bulletin d'information sur la population de Madagascar* (n° 50, juin 2009). Il est disponible sur le site Internet du laboratoire Population environnement développement (<http://www.lped.org/spip.php?article98&lang=fr>).

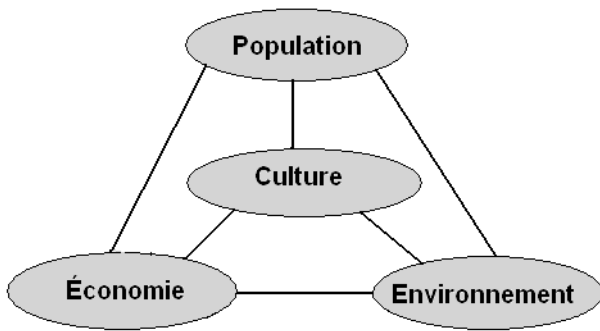


Fig. Relations population/culture/économie/environnement.

d'éducation, notamment primaire, car il a des effets sur les trois autres domaines du tétraèdre, notamment sur l'accroissement démographique. Par exemple, la plupart des enquêtes démographiques mettent en évidence que plus le niveau d'instruction des femmes est élevé, plus leur fécondité et la mortalité infantile de leurs enfants sont faibles.

Il a résumé ainsi les perspectives : population plus nombreuse, plus vieille, plus urbaine et à croissance moins rapide. Ces caractéristiques sont en partie liées à l'inertie des phénomènes démographiques. Mais, s'il y a, en effet, un consensus parmi les démographes pour envisager une stabilisation de la population mondiale autour de 9 milliards d'habitants vers 2050, ce résultat dépend beaucoup des choix d'aujourd'hui. En particulier, la maîtrise de la fécondité dans les pays où celle-ci est encore forte (7 enfants par femme au Niger, par exemple) nécessite des efforts non seulement en matière de diffusion de la contraception, mais aussi dans les domaines du développement économique et de l'éducation.

Cet exposé a été très utilement complété par celui de Ronald Lee (Department of Demography, Université de Californie, Berkeley) sur les conséquences macroéconomiques de l'évolution de la pyramide des âges du fait de la transition démographique³ : évolution du rapport de dépendance et période du « bonus

³ Rappelons que, dans le schéma de la transition démographique, les populations passent d'une faible croissance démographique résultant d'une forte natalité et d'une forte mortalité à une croissance démographique de nouveau faible, cette fois-ci, du fait d'une faible natalité et d'une faible mortalité. Pendant la période de la transition, le taux d'accroissement de la population passe par un maximum, dans la mesure où la baisse de la mortalité précède celle de la fécondité. Ce processus, apparu en Europe au XVIII^e siècle, a progressivement concerné l'ensemble des pays du monde.

démographique »⁴, changements dans la structure des revenus et de la consommation, besoins de financement pour les personnes âgées, etc.

Concernant la mobilité des populations, François Gemenne (Institut du développement durable et des relations internationales, Paris) a distingué trois types de « déséquilibres » susceptibles d'entraîner des mouvements migratoires : démographiques (avec l'idée de « migrations de remplacement » que l'on évoque parfois pour compenser les déficits démographiques des pays en décroissance) ; économiques (pannes du développement, déséquilibres du marché du travail) ; écologiques et climatiques. L'orateur a écarté les premières qu'il considère comme peu réalistes et il s'est interrogé sur les deuxièmes : il a indiqué que le développement ne réduit pas les flux de population et il a insisté sur l'intérêt des « remises d'épargne » des migrants pour les pays d'émigration (près de 400 milliards de dollars selon la Banque mondiale). Il a enfin souligné les incertitudes relatives aux migrations climatiques. Quelles seront les réactions des populations ? Les adaptations ne se feront-elles pas surtout par des déplacements internes ? Les populations les plus vulnérables auront-elles la possibilité de migrer ? Il a conclu sur les responsabilités des gouvernements des pays d'accueil qui doivent faire preuve de plus d'équité et de justice et ne pas se contenter de politiques restrictives et réactives. Au contraire, les politiques doivent être proactives et la communauté internationale doit se mobiliser pour la prise en charge des personnes déplacées.

Les exposés sur le climat (Sandrine Bony-Léna, Laboratoire de météorologie dynamique, CNRS, Paris ; Jean-Luc Redelsperger, GAME/CNRM, CNRS et Météo-France, Toulouse) ont surtout réaffirmé les origines anthropiques du changement climatique et l'inévitabilité de l'élévation des températures au cours des 20 ou 30 prochaines années. Mais l'ampleur de ce phénomène et sa poursuite au-delà de cette période sont largement dépendantes des changements de comportements à venir. Les réflexions scientifiques et politiques doivent prendre en compte la notion d'incertitude. Il en est de même en ce qui concerne les perspectives de la production agricole (interventions de Sébastien Treyer, AgroParisTech/ENGREF, Paris, et de Bruno Jarry, Académie des technologies, Paris) : elle semble, certes, pouvoir couvrir globalement à l'horizon 2050 les besoins alimentaires de la population mondiale, surtout si des régimes alimentaires moins

⁴ Durant la transition, la structure par âge se modifie : la proportion des jeunes diminue et celle des personnes âgées augmente. Comme généralement, la baisse de la proportion des jeunes est nettement plus importante que la hausse de la proportion des personnes âgées, la part de la population d'âge actif s'accroît : c'est la période du « bonus démographique » ou « dividende démographique », qui peut être favorable à l'économie dans la mesure où la charge des enfants et des personnes âgées par adulte (rapport de dépendance) est décroissante.

carnés sont adoptés dans les pays du Nord, ce qui implique des changements notables dans les comportements des consommateurs⁵. Mais les réserves d'accroissement de la production (terres, rendements, technologies) sont inégalement réparties entre catégories d'agriculteurs (riches et pauvres) et entre grandes régions (l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie pourraient être déficitaires); l'effectif de la population malnutrie pourrait, de ce fait, ne pas diminuer. Une conclusion similaire a été donnée sur les besoins en eau (Laurent Stéfanini, Ambassadeur délégué à l'environnement, Paris; Daniel Zimmer, Conseil mondial de l'eau, Marseille) : celle-ci ne devrait pas être un facteur limitant de la production agricole à l'échelle mondiale, si l'on généralise des techniques de production économes en eau, mais elle le sera localement (elle l'est déjà dans de nombreux pays soumis à un « stress hydrique »). À propos de la question de l'énergie, Olivier Appert (Institut français du pétrole, Paris) a introduit la nécessité d'une « transition énergétique » fondée sur deux transformations profondes : les changements de comportement des consommateurs et l'évolution des sources d'énergie pour remplacer progressivement les énergies fossiles.

Plus qu'un apport de connaissances nouvelles sur la question traitée, ces communications, délivrées par des spécialistes reconnus, ont constitué une bonne synthèse de l'état des lieux. La structuration du colloque n'a pas vraiment permis une approche interdisciplinaire, mais plutôt des « regards croisés » de chercheurs de différentes disciplines qui, à partir de leur thématique disciplinaire, ont tenté de s'inscrire dans la problématique générale. De plus, la durée de la manifestation (deux jours) conduisait nécessairement à une sélection des thèmes et, de ce fait, certaines questions n'ont pas été abordées (biodiversité, risques technologiques, place de l'urbanisation, rôle des institutions, etc.).

La table ronde et la conférence de clôture d'A. Sen ont permis de revenir à une vision d'ensemble et au tétraèdre suggéré par J. Cohen.

De la table ronde, nous retiendrons l'intervention de Françoise Héritier (anthropologue, Collège de France, Paris) qui a comparé nos sociétés aux sociétés « primitives » des chasseurs-collecteurs. Les premières sont fondées sur l'individualisme, la compétition et la toute puissance de l'argent, les secondes sur la solidarité, le partage et l'altruisme. Ces dernières ne prélèvent dans la nature que ce qui est nécessaire à leur survie quotidienne, alors que les premières cherchent à produire, consommer et gagner toujours plus. L'idéologie dominante en matière d'économie et de développement nous présente ce dernier fonctionnement comme découlant de la nature humaine, l'homme étant par essence égoïste. Or, ce mode de pensée relève d'un fait culturel, d'une construction mentale : nous ne sommes pas soumis à une nature, mais à une culture transmise par l'éducation. La durabilité ne pourra être envisagée que si ces idées dominantes sont modifiées et la question est donc de savoir si l'humanité y parviendra.

A. Sen, se référant aux débats entre Malthus et Condorcet⁶, est parti lui aussi de la nature humaine. Pour lui, l'homme n'est pas un animal « inerte » ne pensant qu'à la satisfaction de ses besoins vitaux, mais un être doué de raison et de volonté, sachant prendre des décisions et ayant une grande liberté d'action. Il estime ainsi que l'homme est capable de choix économiques pertinents et de changements socioculturels lui permettant de s'acheminer vers la durabilité, celle-ci étant entendue par rapport non seulement à la préservation de l'environnement, mais aussi à celle de ses valeurs, et notamment de sa liberté.

Ces deux dernières interventions nous montrent l'importance des relations « population-développement-environnement » (PDE) qui constituaient la toile de fond implicite du colloque. Par rapport aux changements de comportements nombreux et importants qui s'imposent à l'homme, la prise en compte de ces interactions, d'abord par la communauté scientifique dans ses recherches, ensuite par les décideurs politiques dans leur action, est un impératif pour la gouvernance de l'humanité dans sa quête de durabilité du développement.

⁵ Sur ce sujet, cf. notamment le forum d'experts de haut niveau « Comment nourrir le monde en 2050 », organisé par la FAO à Rome les 12 et 13 octobre 2009 (<http://www.fao.org/wsfs/forum2050/wsfs-forum/fr>) et les résultats de la prospective Agrimonde de l'Inra et du Cirad publiés fin 2009 (Chaumet et al., 2009. *Agrimonde. Agriculture et alimentations du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable*. Note de synthèse, Inra-Cirad, Paris [http://www.inra.fr/l_institut/prospective/agrimonde]; voir aussi Hubert, B., Caron, P., 2009. Imaginer l'avenir pour agir aujourd'hui, en alliant prospective et recherche : l'exemple de la prospective Agrimonde, *Natures Sciences Sociétés*, 17, 4, 417-423).

⁶ Thomas Robert Malthus (1766-1834) est surtout connu pour ses travaux sur les rapports entre la population et la production : il considère que le pouvoir multiplicateur de la population est tel qu'en l'absence de frein, celle-ci augmente plus rapidement que les subsistances. Il préconise de supprimer les « lois sur les pauvres » et d'instaurer la « contrainte morale » (mariage tardif, abstinence dans le mariage, chasteté) pour freiner l'accroissement démographique. Il s'oppose à Condorcet qui estime qu'un éventuel problème de surpopulation pourra être résolu par l'action raisonnée de l'homme, grâce en particulier à l'éducation.